

MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité - Dignité - Travail



BUDGET CITOYEN 2021



Budget Citoyen 2021
Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

SOMMAIRE

AVANT- PROPOS	3
INTRODUCTION.....	6
I. QU'EST-CE QUE LE BUDGET DE L'ETAT ?.....	6
Qu'est-ce que le budget citoyen ?	7
I. COMMENT LE GOUVERNEMENT PREPARE ET EXECUTE-T-IL LE BUDGET ?	8
II. CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET 2021 ET HYPOTHESES MACROECONOMIQUES	9
2.1. Contexte d'élaboration du budget 2021	9
2.2. Hypothèses d'élaboration de la Loi de Finances 2021	9
III. LES GRANDES ORIENTATIONS DU BUDGET DE L'ETAT POUR L'EXERCICE 2021	10
3.1 Projections des recettes en 2021	10
a) D'où proviennent les ressources de l'Etat annoncées dans le budget 2021 ?.....	10
3.2 Projection des dépenses en 2021.....	11
3.3 Combien l'Etat compte-t-il dépenser pour assurer ces services aux citoyens ?	15
3.4 Dépenses liées à la lutte contre la pandémie à coronavirus	15
3.5 Répartition des dépenses par catégorie (en milliers de FCFA)	15
3.6 Présentation du tableau d'équilibre	16
IV. LE DEFICIT BUDGETAIRE ET LES MOYENS DE SON FINANCEMENT	16
CONCLUSION.....	17

AVANT- PROPOS



Le budget de l'Etat, en tant qu'outil de mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de développement économique et social, est considéré comme un document difficilement assimilable par le citoyen, du fait de son caractère technique.

Afin de lui en faciliter la compréhension et donner un aperçu sur la manière dont l'Etat gère l'argent public, le Gouvernement a décidé de publier chaque année, le « **Budget Citoyen** ».

Ce document qui reprend dans un langage simplifié, l'essentiel du contenu de la loi de finances, tire sa substance dans la Loi n°17.023 du 21 décembre 2017 portant Code de Transparence dans la Gestion des Finances Publiques en République Centrafricaine (RCA).

La présentation du budget citoyen, tout en mettant l'accent sur les efforts du Gouvernement dans les trois principaux piliers du Plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix en Centrafrique (RCPCA), aborde également les questions préoccupantes de l'heure à savoir la sécurisation du pays dans un contexte de préparation des élections présidentielles et législatives et la lutte contre la pandémie à coronavirus.

A cet effet, les prévisions de ressources allouées au secteur de la sécurité et celles allouées à certains ministères et institutions constitutionnelles dans le cadre de la riposte contre ladite pandémie sont présentées dans le document.

Le Budget Citoyen reste un outil privilégié, non seulement pour présenter à la population les enjeux du développement socioéconomique, mais aussi les solutions envisagées. Il est destiné à favoriser la participation des centrafricains à la prise de décision et à responsabiliser le Gouvernement dans ses choix budgétaires. Il facilite l'accès à l'information financière et fiscale et permet d'évaluer la pertinence des choix budgétaires par rapport aux attentes de la population.

**Le Ministre des Finances et du Budget
Henri-Marie DONDRA**

DEFINITION DES CONCEPTS DE BASE

ARGENT PUBLIC

Argent qui provient de la collectivité à travers les impôts, les taxes et autres recettes et qui sert à financer la structure et les missions de l'Etat.

APPUI BUDGÉTAIRE

Un transfert de fonds au trésor public réalisé par les organismes comme le FMI, la Banque mondiale, l'Union Européenne ou certains gouvernements étrangers pour aider à financer le budget de l'Etat.

CONFÉRENCES BUDGÉTAIRES

Réunions entre les cadres du Ministère des Finances et du Budget (MFB) et les représentants des ministères sectoriels et responsables des Institutions constitutionnelles pour s'assurer du respect des enveloppes indicatives et la prise en compte des orientations stratégiques du Gouvernement.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Variation positive de la production des biens et des services dans une économie sur une période donnée.

CROISSANCE DU PIB REEL

Afin d'éviter l'augmentation des prix, la croissance est calculée en monnaie constante (hors inflation). Ceci permet d'obtenir une croissance en volume ou un PIB réel.

DEPENSES COURANTES

Dépenses nécessaires au fonctionnement de l'administration (paiement des salaires, achats des fournitures, des mobiliers et des matériels de bureau, etc...)

DEPENSES EN CAPITAL

Dépenses qui procurent généralement un avantage de longue durée (construction de barrages, des routes, des logements sociaux, etc...)

DEFICIT BUDGETAIRE

Solde négatif du budget d'un Etat pour une année donnée lorsque ses dépenses (hors remboursement d'emprunt) excèdent ses recettes (hors emprunt).

INFLATION

Augmentation durable, générale, et auto-entretenu des prix des biens et des services. Le taux d'inflation est généralement mesuré à partir de l'indice des prix à la consommation (IPC).

PIB

Production de biens et de services dans une économie sur une période donnée. C'est l'indicateur par excellence de la performance et de la santé économique d'un pays.

PROCESSUS BUDGETAIRE

Ensemble d'activités liées à la préparation, l'exécution et le contrôle du budget de l'Etat.

RECETTES NON FISCALES

Recettes encaissées régulièrement mais qui ne proviennent pas des impôts (exemple : redevances, frais administratifs, revenus du domaine de l'Etat, etc...)

SOLDE BUDGETAIRE

Différence entre les dépenses et les recettes de l'Etat

INTRODUCTION

La Loi n°17.023 du 21 décembre 2017 portant Code de Transparence dans la Gestion des Finances Publiques dispose que les citoyens, qui sont à la fois contribuables et usagers des services publics, doivent être clairement, régulièrement et complètement informés de tout ce qui concerne la gouvernance et la gestion des fonds publics.

C'est pour répondre à cette exigence que la RCA élabore depuis 2017 le Budget Citoyen. Il a pour objectif de faire comprendre aux citoyens et contribuables le processus budgétaire, la collecte des ressources budgétaires et leur utilisation pour la production des biens et services publics. Le Budget Citoyen est une initiative qui confirme et consacre la mise en place des règles de la transparence et de la bonne gouvernance.

Le Budget Citoyen facilite l'implication des citoyens dans le débat en matière de gestion publique et informe le grand public des orientations stratégiques du gouvernement dans un langage simplifié et accessible. Enfin, il favorise la communication entre l'administration et le citoyen en mettant à la disposition de celui-ci, à bonne date, une information budgétaire pertinente et compréhensible.

Le Gouvernement de la RCA travaille, chaque année, sur la quantité d'argent qu'il doit dépenser, et comment il va l'utiliser, à travers de nombreuses séances d'échanges. Toutes les informations sur les ressources et les charges de l'Etat sont contenues dans un document appelé Projet de Loi de Finances. Ce document est soumis à l'Assemblée Nationale, où il est examiné, avant d'être accepté comme budget national ou loi de finances.

Le présent Budget Citoyen présente, de manière simplifiée, le budget de l'Etat pour l'exercice 2021.

I. QU'EST-CE QUE LE BUDGET DE L'ETAT ?

Le Budget de l'Etat est un document qui retrace l'ensemble des recettes et des dépenses de l'Etat prévues pour une période déterminée, généralement une année. Il indique combien l'Etat peut gagner comme argent (recettes) pendant douze mois, de janvier à décembre, et l'utilisation en termes de dépenses, pour régler le problème de développement du pays.

C'est un acte de prévision et d'autorisation annuelle de perception des impôts et de dépense des deniers publics. Il est à la fois un document politique, juridique et financier :

- Le budget est un document politique en ce sens qu'il est avant tout, le reflet financier des priorités gouvernementales au cours d'une année civile. Ces priorités sont définies à travers les différentes politiques et stratégies sectorielles, consolidées dans le RCPCA. Ce document constitue le cadre de référence pour la conception, la mise en œuvre et le suivi des différentes

politiques et stratégies de développement, tant au niveau national que sectoriel. A ce titre, le budget est l'instrument de mise en œuvre du RCPCA.

- Le budget est un document juridique puisqu'il prend la forme d'un acte administratif en ce qui concerne les collectivités locales et les établissements publics et d'une loi en ce qui concerne l'État.
- Le budget est un document financier de prévision et d'autorisation des ressources et des charges de l'État pour chaque année.

Le budget est élaboré par le Gouvernement et voté par l'Assemblée Nationale dans le cadre de la loi de finances, car l'Assemblée Nationale est le seul organe habilité à autoriser le Gouvernement à prélever les ressources sur les contribuables et à les affecter à des dépenses publiques.

Ce rôle dévolu à l'Assemblée Nationale vient d'un principe démocratique qui établit que « les élus du peuple déterminent eux-mêmes la nature et le montant des impôts et autorisent d'effectuer des dépenses ».

Qu'est-ce que le budget citoyen ?

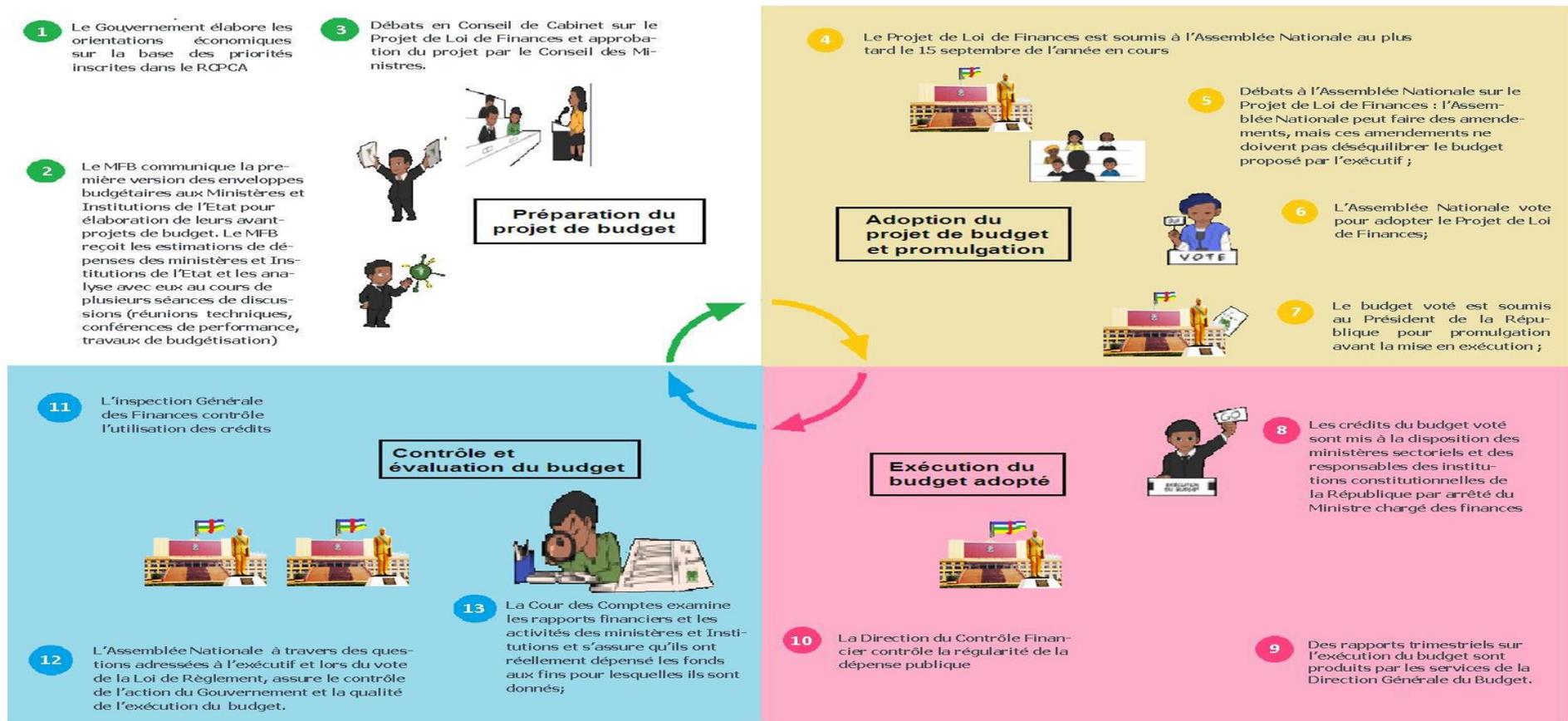


Le Budget Citoyen est un document simplifié qui traduit la loi de finances dans un langage plus simple et facile à comprendre pour tous les citoyens. Ce document contient des informations sur les recettes et les dépenses de l'État. Il présente la façon dont le budget est préparé et adopté. C'est donc un guide entre les mains du citoyen pour connaître et comprendre la loi de finances.

En RCA, le processus de préparation de la Loi de Finances ou du Budget de l'État comprend plusieurs activités et s'étale sur toute l'année.

I. COMMENT LE GOUVERNEMENT PREPARE ET EXECUTE-T-IL LE BUDGET ?

Figure 1 : Cycle budgétaire en République Centrafricaine



II. CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET 2021 ET HYPOTHESES MACROECONOMIQUES

Pour l'élaboration du budget, le Gouvernement tient compte des prévisions de croissance. C'est ce qu'on appelle le cadrage macroéconomique et budgétaire. En effet, si l'activité économique ralentit, les recettes fiscales de l'Etat diminueront et certaines dépenses, telles que les dépenses de transfert et subventions, augmenteront. Réciproquement, les choix en matière budgétaire ont des effets sur l'activité économique.

2.1. Contexte d'élaboration du budget 2021

L'élaboration du budget de l'Etat pour l'exercice 2021 intervient dans un contexte extrêmement difficile marqué par :

- La pandémie due au Covid-19 ;
- La préparation des élections présidentielles et législatives ;
- Les nombreux défis sécuritaires qui impliquent des mesures fortes et des investissements dans le domaine de la santé, de la sécurité et de la défense du territoire et ;
- La poursuite de l'exécution d'un nouveau programme soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du Fonds Monétaire International (FMI).

Sur la base des éléments ci-dessus énoncés, le budget pour l'exercice 2021 met aussi l'accent sur les grandes priorités suivantes :

1. Le renforcement de la paix et la sécurité ;
2. L'assainissement des finances publiques ;
3. La relance et le soutien à l'activité économique ;
4. La politique et bonne gouvernance et ;
5. Les affaires sociales et l'action humanitaire.

Selon les indicateurs de l'économie centrafricaine, la croissance du PIB réel se situerait à 4,0% en 2021 contre 1,0% en 2020. Cette croissance serait imputable à la bonne tenue du secteur primaire (2,8%), du secteur secondaire (3,8%) et du secteur tertiaire (4,7%).

2.2. Hypothèses d'élaboration de la Loi de Finances 2021

Le budget est une prévision des recettes et des dépenses. L'évaluation prévisionnelle des recettes se fonde sur une méthode consistant à évaluer le rendement probable de chaque source de recettes à partir des informations économiques les plus récentes, notamment le taux de croissance économique. Quant aux dépenses, leur prévision tient compte du taux d'inflation, du prix des matières premières et d'autres facteurs socioéconomiques et politiques.

Le tableau ci-dessous présente les hypothèses macroéconomiques qui sous-tendent le cadrage budgétaire 2021.

Tableau 1 : Hypothèses du cadre économique de l'élaboration du budget 2021

	Prévisions 2020	Prévisions 2021
PIB nominal (en milliards de FCFA)	1 380	1 434
Taux de croissance du PIB réel	1,0%	4,0%
Taux d'inflation	3,4%	2,5%
Déficit primaire/PIB	5,7%	3,6%

Sources : DGEPD, DGB

III. LES GRANDES ORIENTATIONS DU BUDGET DE L'ETAT POUR L'EXERCICE 2021

Pour l'exercice 2021, la politique budgétaire restera prudente et aura pour objectif la consolidation des efforts d'assainissement des finances publiques à travers : i) l'amélioration de l'efficacité de la politique et de l'administration fiscale et douanière ; ii) l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des dépenses publiques ; iii) la conduite d'une politique d'endettement soutenable et ; (iv) la promotion de la bonne gouvernance.

3.1 Projections des recettes en 2021

a) D'où proviennent les ressources de l'Etat annoncées dans le budget 2021 ?

Les revenus de l'Etat sont le montant total d'argent que le Gouvernement reçoit de sources nationales et internationales pour la réalisation de ses activités.

Les recettes intérieures désignent toutes les taxes et droits payés par les centrafricains et les personnes vivant en RCA. Elles désignent aussi l'argent payé par les personnes qui vivent à l'étranger et qui font des affaires en RCA. Elles comprennent également les recettes non fiscales telles que les frais payés pour l'obtention de certains papiers administratifs, les amendes, les dividendes, les cotisations des fonctionnaires de l'Etat, etc. Trois éléments fondamentaux interviennent dans le calcul des recettes intérieures :

- Les derniers chiffres connus des recettes fiscales ;
- L'accroissement probable du PIB au cours de l'année à venir et ;
- Les effets de modifications de la législation fiscale intervenues en cours d'année.

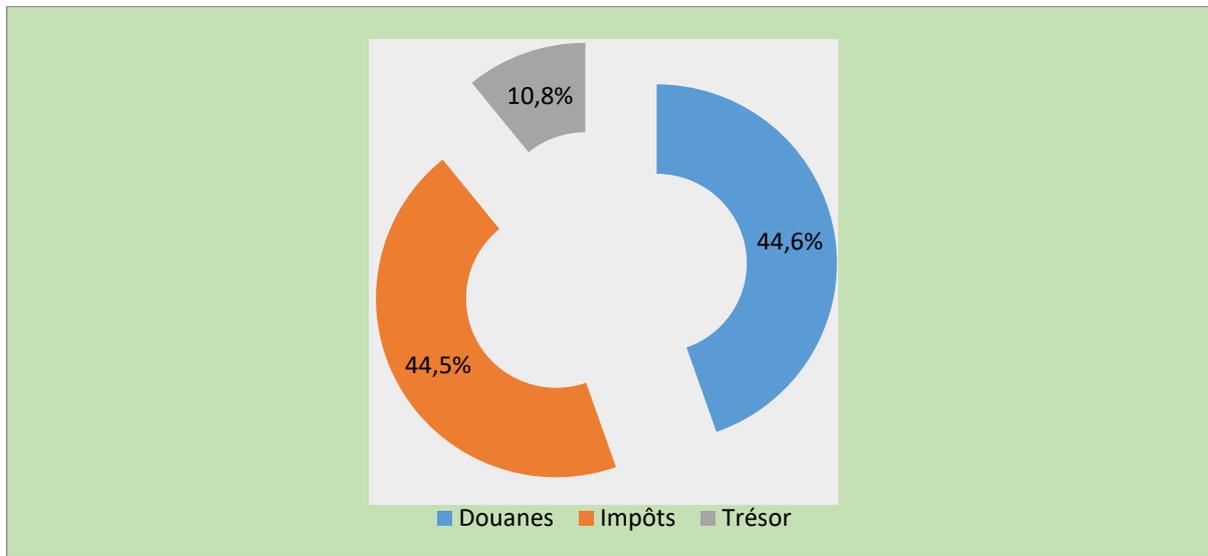
Pour les revenus venant des sources internationales, ce sont les sommes d'argent que le Gouvernement reçoit de l'extérieur du pays, généralement des partenaires au développement sous la forme de dons, emprunts, appuis budgétaires et annulations de dettes.

L'argent que l'Etat compte mobiliser dans le budget 2021 est en recul de 21,01% par rapport l'année 2020. Le montant se chiffre globalement à **287,5 milliards de FCFA contre 363,9 milliards de FCFA.**

Ce montant est décomposé de la manière suivante :

- Ressources propres : **135 505 583 000 FCFA** contre **118 004 998 000 FCFA** en 2020, soit une augmentation de 14,83% ;
- Ressources extérieures : **151 996 210 000 FCFA** contre **245 988 253 000 FCFA** en 2019, soit un recul de 38,21%.

Répartition des recettes propres par régie (en %)



Ressources extérieures

Les ressources extérieures évaluées à **151 996 210 000 FCFA** représentent **52,87%** des recettes totale et se décomposent comme suit :

- **Appuis budgétaires..... 28 534 129 000 F CFA ;**
- **Dons projets..... 116 732 017 000 F CFA ;**
- **Emprunts projets.....6 730 064 000 F CFA.**

3.2 Projection des dépenses en 2021

En matière de dépenses, les allocations budgétaires visent principalement à trouver une réponse pertinente et proactive aux problématiques de développement, conformément aux priorités du Gouvernement contenues dans le RCPCA.

Les secteurs prioritaires qui permettront l'utilisation des ressources budgétaires en 2021 sont de quatre (04) ordres :

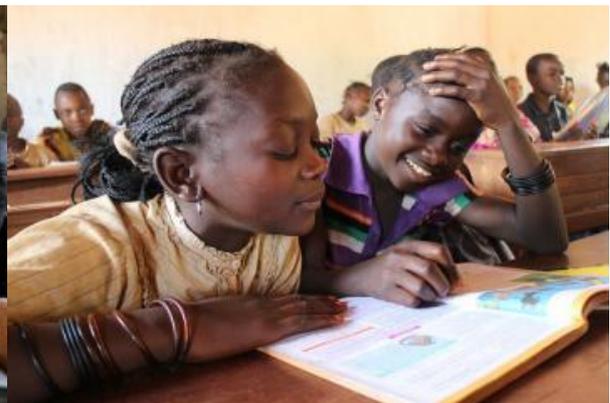
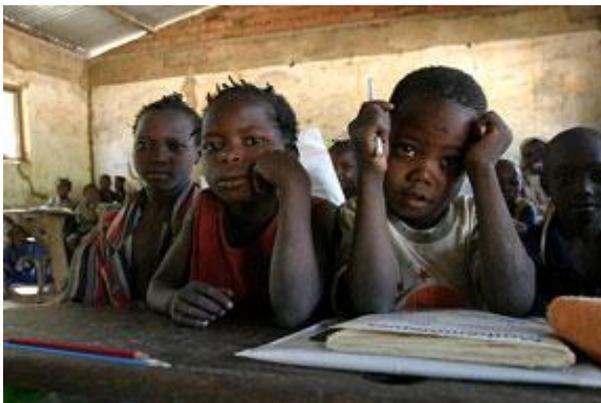
- a) **Le secteur de la gouvernance et de la sécurité** : avec un accent particulier sur le renforcement de la défense du territoire national et de la sécurité intérieure, le renforcement des capacités de la justice ainsi que des corps de contrôle ;

DEFENSE DU TERRITOIRE NATIONAL ET SECURITE INTERIEURE



- b) **Les secteurs sociaux** : notamment la santé, l'éducation, les affaires sociales touchant les ressources humaines et la formation du capital humain;

EDUCATION



SANTE



AFFAIRES SOCIALES



c) **Le secteur de production** : avec, à la clé, l'agriculture, l'élevage et la pêche

AGRICULTURE



ELEVAGE ET PECHE



- c) **Le secteur de soutien à la production** : avec les infrastructures de transport et les télécommunications, l'eau et l'énergie, la promotion des PME/PMI et le développement des activités à haute intensité de main d'œuvre.

EAU ET ASSAINISSEMENT



TRAVAUX A HAUTE INTENSITE DE MAIN D'ŒUVRE



3.3 Combien l'Etat compte-t-il dépenser pour assurer ces services aux citoyens ?

Les dépenses de l'Etat représentent l'ensemble des sommes à payer pour le fonctionnement de l'appareil administratif de l'Etat (salaires, dépenses de fonctionnement des administrations publiques, transferts et subventions, paiement des intérêts de la dette, etc.), les coûts des services publics pour faciliter la production de la richesse nationale par les entreprises (travaux publics, investissement) et pour améliorer les conditions de vie des citoyens (approvisionnement en eau, électricité, lutte contre le Covid 19, construction des hôpitaux et des écoles pour les enfants centrafricains, etc.).

3.4 Dépenses liées à la lutte contre la pandémie à coronavirus

Face au contexte national marqué par la crise sanitaire, la Loi de Finances 2021 a prévu **16,19 milliards de FCFA** d'allocation budgétaire pour mener à bien la lutte contre le Covid-19. Dans cette optique, près de **10 milliards de FCFA** ont été alloués au Ministère de la Santé et de la Population, dont **4 milliards de FCFA** pour la construction d'un hôpital de référence pour la lutte contre le Covid-19 ; **4 milliards de FCFA** pour diverses dépenses liées à la lutte contre le Covid-19 ; **1 milliard de FCFA** de primes au personnel de santé impliqué dans la lutte contre la pandémie ; **500 millions de FCFA** de Fonds de Concours et **450 millions de FCFA** pour démarrer la construction d'un bâtiment R+2 dédié au dépistage et à la prise en charge des personnes atteintes du Covid-19. Le reliquat des **6 milliards de FCFA** est réparti sous forme de transferts et subventions aux autres ministères et institutions constitutionnelles pour la prévention des risques d'infection à ladite pandémie.

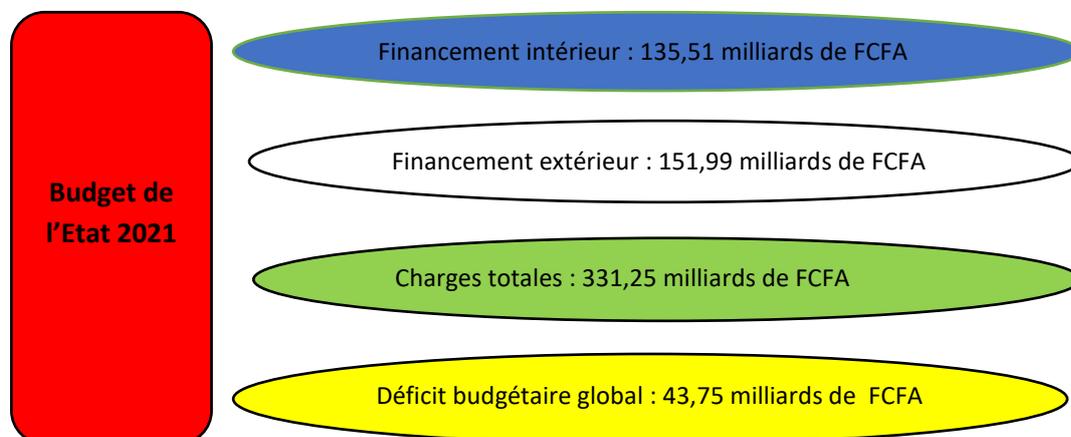
3.5 Répartition des dépenses par catégorie (en milliers de FCFA)

Les dépenses de l'Etat sont réparties comme suit :

Dépenses primaires	172 769 971	163 277 872	-5,49%
Dépenses de personnel	68 701 981	71 548 844	4,14%
Dépenses de biens et services	49 817 587	42 494 098	-14,70%
Frais financiers	5 479 690	4 844 390	-11,59%
Transferts et subventions	48 770 713	44 390 540	-8,98%
Dépenses d'investissement	140 521 064	151 999 082	8,17%
Budget de l'Etat/BEC	29 902 811	28 537 001	-4,57%
Financements extérieurs	110 618 253	123 462 081	11,61%
Dépenses de remboursement de la dette	10 391 430	15 978 030	53,76%

3.6 Présentation du tableau d'équilibre

Pour l'exercice 2021, les charges totales de l'Etat sont estimées à **331,25 milliards de FCFA**. Elles sont financées à hauteur de **40,9%** par les recettes propres et **45,9%** par le financement extérieur et se décomposent comme suit :



IV. LE DEFICIT BUDGETAIRE ET LES MOYENS DE SON FINANCEMENT

En général, l'Etat dépense plus qu'il ne perçoit. On dit qu'il est en déficit budgétaire. Arrêté en recettes à **287,5 milliards de FCFA** et en dépenses à **331,3 milliards de FCFA**, le budget d'Etat 2021 présente un déficit budgétaire de **43,75 milliards de FCFA** et représente 13,21% des dépenses globales. Il constitue les ressources manquantes pour couvrir l'ensemble des dépenses de l'Etat sur l'année budgétaire.

Le ministre en charge des finances est autorisé par la loi à rechercher par tous les voies et moyens des ressources supplémentaires pour assurer l'équilibre financier du budget de l'Etat.

Le **financement de ce déficit budgétaire** sera couvert par la mobilisation des ressources supplémentaires et extérieures sous forme de subventions, dons projets, prêts projets, aides budgétaires et allègement de la dette.

CONCLUSION

La loi de finances pour l'année 2021, votée par les Honorables Députés à l'Assemblée Nationale, est déficitaire de **43,75 milliards de FCFA**. Elle sera exécutée par le Gouvernement pour le développement de notre pays et l'amélioration des conditions de vie de tous les centrafricains avec, à la clé, plus de **127,62 milliards de FCFA** consacrés aux secteurs sociaux.

La mobilisation optimale des recettes domestiques en vue de la couverture des dépenses reste un défi et requiert la participation des citoyens à tous les niveaux. Le présent budget citoyen se présente comme un outil de mobilisation et d'engagement autour de cet idéal commun.

Nous sommes tous invités à partager les informations précieuses contenues dans la loi de finances votée avec nos familles et ami(e)s. Nous sommes également tous appelés à faire de la veille citoyenne au cours de son exécution pour la bonne mobilisation des ressources et la bonne réalisation des interventions.